

Le succès du référendum sur l'avortement en Irlande met mal à l'aise Theresa May

Article rédigé par *Liberté politique*, le 04 juin 2018

La forte décentralisation qui caractérise les institutions du Royaume-Uni sur ses trois Provinces a pour conséquence de remettre en question la position de l'Irlande du Nord au lendemain du succès du référendum sur l'avortement en Irlande (du Sud).

En effet, la législation est particulièrement restrictive en Irlande du Nord sur la question de l'avortement. La première ministre conservatrice britannique ne veut pas que le Parlement de Londres débâte de la question. Un tel débat la mettrait en porte-à-faux avec le Parti démocratique unioniste nord-irlandais.

160 députés ont signé une lettre de la député travailliste Stella Creasy appelant le gouvernement à légiférer pour le « droit au choix » en Irlande du Nord. La pression sur Thérèse May est d'autant plus vive qu'elle émane aussi des rangs de son propre parti. « La décentralisation n'est pas une justification au déni du droit des femmes », affirme Amnesty international.

On peut légitimement se demander quel est le motif de l'appréhension de Theresa May à légiférer sur le sujet ?

Cela tiendrait-il seulement de la manœuvre politique alors que les 10 députés unionistes (très hostiles à l'IVG) lui ont permis d'atteindre la majorité qu'elle avait perdue lors des élections de 2017. L'argument de la décentralisation semble également lui-même très contestable.

Au delà de ces arguments, on peut espérer que Theresa May veuille faire passer un message comme quoi le résultat du référendum n'a pas à faire jurisprudence dans les Provinces du Royaume Uni. De même le principe de subsidiarité reste le plus légitime pour faire entendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.